

INTERVENTION

JOURNAL
DE L'UNION DES
RÉVOLUTIONNAIRES-
COMMUNISTES DE FRANCE
(CONSTRUCTION DU PARTI)



URQCF

COMMUNISTE

AGGUSONS LE CAPITALISME

POUR SAUVER LA RETRAITE À 60 ANS À TAUX PLEIN,

LA LUTTE CONTINUE !

Classe contre classe dans toute l'Union Européenne

Nous vivons un affrontement de classes majeur, qui pose toutes les questions du rapport de l'homme au travail : durée de carrière et emploi des jeunes, conditions de travail et salaires, stress et temps pour soi.

Le gouvernement Sarkozy/Fillon a opté délibérément pour la satisfaction des seuls marchés financiers en vue d'accroître les profits capitalistes, en détruisant pas à pas les conquêtes sociales du XXème siècle.

Le pouvoir de Sarkozy est synonyme de régression de civilisation. Sa politique peut être résumée ainsi : **Tout pour le Capital !**, ce qui va se traduire par « **travailler plus pour gagner moins** », par les cadeaux fiscaux aux grandes fortunes (exonérations d'impôts, aides aux entreprises - 500 milliards cette année ! -), milliards qui, sans contrôle populaire, ont été engloutis dans les fonds de pension et la spéculation boursière.

Cette politique, la plus réactionnaire depuis le régime de Vichy, engendre un formidable mécontentement puisqu'elle est rejetée selon les sondages par 70 % des électeurs !

Dans toute l'Union européenne (UE), cette stratégie dite de Lisbonne (ratifiée par Chirac et Jospin en 2000) est mise en œuvre tant par les gouvernements conservateurs que sociaux-démocrates (Espagne, Grèce) avec son cortège de mesures : licenciements, baisse des pensions et salaires, casse des emplois publics, précarité,

allongement du temps de travail et de carrière.

L'UE se confirme comme une machine à broyer les droits démocratiques et sociaux. Mais ce n'est qu'un instrument au service du seul et vrai responsable, cette nouvelle aristocratie financière - soit 2 à 3% de la population - qui, grâce à sa domination sur chaque État et sur l'UE, grâce à sa propriété privée des entreprises, des banques et médias, s'accorde tous les droits et pille les fruits du travail de la majorité exploitée.

Contre le pouvoir Sarkozy et l'UE, le seul recours est la lutte massive. La *Confédération européenne des syndicats* (CES) - où est-elle durant le conflit en France ? - s'avère bien être la courroie de transmission et d'aménagement des directives de chaque État et de Bruxelles.

Comme travailleurs, nous prenons conscience de l'erreur historique qu'a été la rupture de la CGT avec la *Fédération Syndicale Mondiale* (FSM) ; il faut réparer cette erreur, et œuvrer à ce que les syndicats rejoignent cette grande centrale internationale de lutte de classes. C'est une des conditions pour que se déploie, contre le Capital, **une Europe des luttes ouvrières et de la jeunesse !**

France : Nous ne sommes pas battus, la lutte continue !

La bataille contre la suppression de la retraite à 60 ans a ouvert une nouvelle page. Rien ne sera plus comme avant ! C'est

tout d'abord le résultat d'une mobilisation unitaire remarquable tant par son nombre que par sa durée. Les manifestations sont toujours puissantes, mais la grande avancée, ce sont les grèves reproductibles : raffineries, transports urbains, ports, éboueurs, cheminots, qui indiquent que le blocage de la production est la voie qui, en lésant les profits capitalistes, exerce une pression maximale sur le gouvernement au service des intérêts financiers.

Enfin, l'entrée de la jeunesse dans la lutte a changé la donne, avec l'apport de sa détermination, de sa combativité, de sa solidarité avec les générations aînées.

Sarkozy, Fillon, Woerth, avec leur arrogance coutumière, interviennent sur le mode « *Nous avons gagné, la loi est votée* ». Tout d'abord, les luttes se poursuivent sous diverses formes créatives, même si les médias ont la consigne de les ignorer.

La représentation majoritaire parlementaire est coupable d'un véritable délit de casse des conquêtes sociales.

L'histoire connaît nombre d'exemples où le pays représenté n'a plus la légitimité populaire. En 1936, le parlement du Front Populaire votait, suite aux grèves, les 40 heures et les congés

payés. Cette même chambre, à l'exception des élus communistes, accordait les pleins pouvoirs à Pétain en 1940. Dès lors, la légitimité populaire était incarnée par la Résistance. Plus près de nous, en 2005, plus de 90 % des sénateurs et députés (UMP, UDF, PS) étaient favorables au OUI lors du référendum sur le TCE. La légitimité populaire était du côté des partisans du NON vainqueur. Souveraineté populaire d'ailleurs violée par la ratification de la nouvelle mouture du TCE par le parlement.

Même votée, la loi Woerth se heurte à l'opposition de la majorité des travailleurs et électeurs. Toute législation imposée aux forceps sera combattue jusqu'à son abrogation, c'est le sens de la lutte qui continue !

**RETRAITE
À 60 ANS
À TAUX PLEIN !**

**REVENU
DE REMPLACEMENT
À 75 % DU SALAIRE !**

**RETRAITE
À 55 ANS POUR LES
MÉTIERS PÉNIBLES !**

**FAISONS PAYER AU CAPITAL
SA CRISE !**



Qu'est-ce que l'URDCF ?

L'Union des révolutionnaires communistes de France » est une union à l'échelle de tout le pays, de militants communistes engagés autour de l'objectif de construction d'un nouveau et authentique P.C. continuateur du PCF (révolutionnaire) mais critiques et en rupture avec son héritage négatif, réformiste et révisionniste.

Organisation marxiste-léniniste, l'URDCF mène un combat quotidien contre le capitalisme, pour la défense des revendications sociales, pour les droits et libertés démocratiques.

L'URDCF défend la solidarité internationaliste, s'inscrit dans le combat pour la renaissance du mouvement communiste international, la solidarité avec les peuples en lutte de la Palestine à Cuba socialiste, la lutte contre les fauteurs de guerre impérialistes.

L'URDCF agit pour que la France se retire des instances impérialistes : OTAN, Union européenne, se prononce pour l'autodétermination des peuples néo-colonisés.

Les 200 thèses pour une identité communiste sont le fondement même de sa ligne politique. le programme de l'URDCF est publié sous le thème, Le socialisme: seule alternative au capitalisme! Avec la campagne " Accusons le capitalisme " dont elle est l'initiatrice, l'URDCF cible la propriété privée des moyens de production et la dictature du capital, obstacles à l'émancipation des travailleurs.

Pour l'URDCF, il faut une seule organisation Communiste en France. C'est pourquoi nous travaillons à l'unification du mouvement communiste. Ensemble, construisons le Parti dont les travailleurs ont besoin pour préparer une nouvelle révolution française anticapitaliste et socialiste !

Rejoignez notre combat !



LISEZ *INTERVENTION COMMUNISTE*
Le journal de tous les travailleurs

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 an : 19 €, Etudiants : 9 €, Privés d'emploi : 9 €, Soutien : 30 €

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Ville: _____

Chèque à l'ordre des " AMIS D'OULIANOV " B.P.40084
75862 PARIS cedex 18

Notre site www.URDCF.net

Ne pas jeter sur la voie publique. Imprimé par nos soins.